



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Forum-social-mondial-2016-Declaration-des-mouvements-sociaux-sur-la>

**Forum social mondial 2016 :
Déclaration des mouvements
sociaux sur la
marchandisation et l'accès aux
services publics et la lutte
contre l'austérité**

Date de mise en ligne : samedi 13 août 2016

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 13 août 2016 - Les services publics et ses agent-es sont au coeur d'enjeux d'intérêt général considérables. Les attaques orchestrées par les gouvernements au service de la finance et portées au service public n'ont pour but que de réduire l'intervention publique et la mettre au service des intérêts du capital.

La marchandisation des services publics a pour conséquences de remettre en cause certains grands principes du service public :

- ▶ sa neutralité, son indépendance et sa transparence ;
- ▶ sa finalité au service des populations ;
- ▶ son financement solidaire ;
- ▶ son contrôle démocratique ;
- ▶ son accessibilité et son universalité ;
- ▶ sa qualité et son efficacité.

Elle y dégrade également fortement l'emploi et les conditions de travail des agent-es.

La fonction publique, par le contrôle citoyen, est l'outil démocratique de réponse aux besoins fondamentaux et au bien-être des populations, qui doit impérativement être préservé de toute logique marchande.

La maîtrise publique doit garantir l'égalité d'accès à tous les services publics. Pour répondre à l'intérêt général, celle-ci doit être entièrement assurée notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, des services sociaux, de la protection sociale tout au long de la vie, de l'eau, de l'environnement, du logement, de l'énergie, des médias, des services postaux, de la recherche, de la justice et de la fonction publique.

Le capital et les multinationales cherchent à s'accaparer les activités des services publics pour élargir leurs profits notamment à la faveur des traités internationaux et des dispositions fiscales qui leur sont favorables.

La finance, avec la complicité des gouvernements, a imposé aux peuples des mesures d'austérité qui aggravent les inégalités et précarisent une part toujours plus croissante de la population.

Axes d'action retenus

Les organisations s'engagent à médiatiser et promouvoir largement la présente déclaration.

D'une part, il est essentiel de redonner au sein des opinions publiques une conscience de l'importance des services

publics, de leur apport en terme de bien-être collectif, et à partir de là, la volonté de les défendre.

D'autre part, il faut imposer une justice sociale qui passe inévitablement par une justice fiscale.

Propositions d'actions concrètes

Il convient d'amplifier la lutte contre les traités bilatéraux et multilatéraux de libéralisation du commerce et des investissements. Les négociations en cours constituent une opportunité importante de coaliser les forces.

Dans ce sens, les participant-es appellent à s'inscrire dans les actions coordonnées prévues par les autres convergences ayant un lien avec les traités (enseignement, santé, extractivisme, environnement, etc.), notamment par des journées d'action dans chacun de nos pays.

Ils soutiennent les initiatives sectorielles telles que la lutte contre la commercialisation en santé, dans l'enseignement, la culture, les médias, l'eau, le transport, le service postal, etc.

De même, les participant-es appellent chaque organisation :

- ▶ à échanger pour coordonner les mots d'ordre, les outils et les actions pour la restructuration ou l'annulation des dettes publiques ;
- ▶ à s'inscrire dans toutes les formes de lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux.

Pour ce faire, les participant-es s'engagent à développer, partager, coordonner et amplifier des campagnes de sensibilisation tenant compte des spécificités de chaque pays.

En vue d'une mobilisation coordonnée entre le local et le global, le sectoriel et le général, nous appelons à :

- ▶ partir des préoccupations sectorielles / locales spécifiques, les plus susceptibles d'amener à la mobilisation et à l'action ;
- ▶ viser ensuite à une prise de conscience des mécanismes globalement en oeuvre en matière de commercialisation des services publics.

Les participants appellent les mouvements sociaux en lien avec les citoyennes et citoyens à des actions internationales pour la défense de leurs services publics, notamment :

- ▶ à la mi-septembre par des mobilisations contre le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) et l'Accord économique et commercial global (AECG) dans les pays européens et contre les accords commerciaux le 4 novembre dans les Amériques ;
- ▶ en avril 2017 pour la journée mondiale pour la justice fiscale ;
- ▶ le 7 avril (journée mondiale de la santé) en développant une journée d'action contre la commercialisation de la

santé ;

- ▶ et le 23 juin (journée mondiale des services publics).